



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Préparons la riposte face à l'offensive patronale !

Décathlon, Bpost, Crelan, Axa, Levi's, Sanofi, Cora, ExxonMobil. Les annonces de licenciements et de restructurations continuent de pleuvoir. Avec Audi, Volvo, Van Hool, ou Barry Callebaut, ce sont des milliers de travailleurs qui se retrouvent au chômage. Des milliers de travailleurs qui retourneront pour la plupart dans la précarité du travail intérimaire, avec toujours moins d'espoir d'embauche avec l'aggravation de la crise...

Pourtant, ces entreprises ont fait des milliards de profits sur le dos de ces travailleurs, qui ont parfois passé 10, 20, 30 ans dans l'entreprise, à produire des richesses et à se faire voler par leurs patrons, avant de se faire mettre à la porte sans autre forme de procès...

Chaque capitaliste, chaque grand patron cherche à obtenir toujours plus de profits, tentant à tout prix d'écraser ses concurrents. À ce jeu, les seuls vrais perdants sont toujours les travailleurs !

Cette concurrence mène tout droit aux crises et aux guerres. Les capitalistes qui estiment ne pas gagner suffisamment préfèrent fermer leurs entreprises pour investir dans une production plus rentable, sinon ils risquent de perdre la confiance des banques et des investisseurs. Ils ferment même des entreprises rentables, ou licencient pour faire plus de profits en imposant le même travail avec moins de travailleurs, en augmentant leur exploitation !

Mais, hors du luxe, à qui vont-ils vendre leurs produits, si de plus en plus de travailleurs se retrouvent au chômage, avec des revenus diminués, ou pas de revenus du tout ?! Ce n'est pas le problème des capitalistes tant qu'une crise plus violente n'arrête pas l'économie. Leur seul mobile, c'est le profit à court terme.



Les fermetures, licenciements et hausses des prix diminuent la consommation... Les capitalistes se battent avec encore plus de violence pour récupérer des parts d'un marché qui se rétrécit... On aboutit à une « crise permanente », qui dure depuis les années '70, et menace de s'aggraver brutalement.

Le capitalisme court droit au précipice ! La crise ne les arrête pas, elle les amène à redoubler de violence pour maintenir leurs profits... Les attaques ne se limitent pas aux licenciements et baisses de salaire. Les capitalistes utilisent leurs États pour faire les poches aux travailleurs, en récupérant une partie importante des impôts pour se verser des cadeaux de tous côtés. C'est

le cas entre autres d'Audi et de Van Hool qui ont récupéré des centaines de millions d'euros de subventions.

Ce que les capitalistes prennent dans les caisses de l'État, c'est autant de moins pour les services utiles à la population, les hôpitaux, les écoles, les transports publics, l'aide à la jeunesse, etc.

L'État est une véritable vache à lait pour les capitalistes. En plus des milliards versés directement aux entreprises, ce sont près de 10 milliards d'euros supplémentaires rien qu'en 2023, qui partent gonfler les profits des banques avec les intérêts de la dette.

Et d'autres milliards encore qui viennent gonfler les profits des capitalistes de l'armement, pour produire des missiles et mitraillettes qui iront alimenter les massacres à Gaza, en Ukraine, ou ailleurs. Car la concurrence entre capitalistes se transforme rapidement en concurrence entre États, qui peut à son tour s'enflammer en guerre.

Les pressions contre les travailleurs ne peuvent manquer de provoquer des réactions ! Mais pour que ces luttes puissent faire reculer les attaques des capitalistes, il faudra des luttes unifiées. Toutes les attaques, baisses de budgets, licenciements, fermetures d'entreprises, augmentation des cadences, allongement des journées, ont une seule source : le capitalisme. Face à l'offensive patronale, les travailleurs

doivent prendre conscience de l'unité de leurs intérêts !

Lorsqu'un rapport de force suffisant sera créé, les travailleurs pourront s'engager dans le renversement de la société capitaliste et instaurer une société débarrassée de l'exploitation et des guerres.

**Aujourd'hui ce rapport de force n'existe pas, mais ceux qui sont conscients de ces enjeux pourront l'exprimer en votant pour Lutte Ouvrière, dans le Hainaut (21) et à Bruxelles (24).**

**La campagne électorale est une occasion de faire connaître les idées de lutte de classe, les idées communistes, de voter et faire voter pour notre camp, le camp des travailleurs, afin de préparer les luttes à venir !**

## Monde du travail

### Imperial voleur !

Lundi 22 avril, une vingtaine d'ouvriers intérimaires d'Imperial, sous-traitant d'Audi, ont manifesté devant l'entrée principale de l'usine Audi à Forest.

Fin mars, alors qu'ils étaient en chômage économique, les 70 intérimaires d'Imperial ont reçu un message de la direction leur annonçant que leurs contrats n'étaient pas renouvelés et que leur badge d'accès à l'usine était bloqué.

Après parfois des années de travail chez Imperial, ils se font virer sans indemnité de licenciement. La direction d'Imperial n'a même pas respecté la convention collective qui les oblige normalement à signer des contrats à durée indéterminée après 24 mois d'intérim. "Imperial nous vole une partie de ce qu'elle nous doit !" Quand on signe pour un crédit, on doit le rembourser, même quand on perd son emploi. Mais les patrons peuvent effacer leur signature quand ça les arrange !

Les travailleurs d'Imperial ont montré qu'ils sont des êtres humains qui comptent se faire respecter. Ils ont montré le chemin. Pour faire reculer Imperial, et au-dessus Audi, il faut que d'autres travailleurs se préparent à une lutte commune. Cela n'est pas impossible, car les dirigeants d'Audi comme d'Imperial, mais aussi de Volvo, de Décathlon, de Van Hool, NGK et de bien d'autres entreprises

sont en train de licencier. En se défendant ensemble, on peut les obliger à remballer leur mépris des travailleurs.

### Bpost : seule la lutte paie

Les travailleurs de Bpost se sont mis en grève pendant quatre jours pour s'opposer au transfert de la distribution des journaux à des sous-traitants ou une filiale. Cela se serait traduit par des licenciements, ou la dégradation des conditions de travail pour ceux qui seraient repris par la filiale. En plus, bpost, qui vient de racheter le groupe Staci pour 1,3 milliards d'euros, annonçait supprimer la prime de nuit, réorganiser les tournées tous les trois mois, ou encore répartir les tournées des facteurs absents plutôt que de les remplacer.

La grève a été largement suivie. Elle était organisée par les syndicats en "tournante", c'est-à-dire que chaque activité de Bpost (tri, transport, livraison) faisait grève à tour de rôle, bloquant les autres parties. Une manière de diminuer la perte de revenus des grévistes et le paiement des indemnités par les syndicats, mais qui permet aux directions syndicales d'éviter de rassembler l'ensemble des grévistes et d'encourager une mobilisation plus forte qui pourrait contester sa direction. Sur les piquets, l'ambiance était combative, certains travailleurs rappelant que le préavis avait été déposé pour une grève d'un mois !

Les travailleurs, en bloquant l'ensemble du courrier, ont fait plier la

direction qui est revenue sur la plupart de ses attaques, en tout cas en parole. L'accord n'a cependant été passé qu'avec les syndicats francophones.

Les syndicats néerlandophones n'avaient pas appelé à la grève sous prétexte "d'éviter un plan social"... Mais les syndicats ont accepté la filialisation de l'activité, qui va se traduire par une dégradation pour les travailleurs !

La victoire de la grève n'est que temporaire, la direction est déjà en train de préparer la prochaine attaque. Les travailleurs n'auront pas d'autre choix que de mener d'autres luttes s'ils veulent défendre leurs emplois et leurs conditions de travail. Elles ne seront que plus efficaces si elles regroupent les travailleurs d'autres entreprises et d'autres secteurs attaqués eux aussi !

### Manifestation des enseignants

Mardi 23 avril et pour la première fois depuis une vingtaine d'années, les syndicats francophones et l'ACOD (CGSP flamande) appelaient à une mobilisation commune des enseignants. Il s'agissait surtout de dénoncer la taille des classes et la charge administrative, mais l'esprit pré-électoral des directions syndicales visait le « bien voter ».

Entre 5.000 et 6.000 enseignants venus de tout le pays ont répondu à l'appel pour dénoncer leurs

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

conditions de travail de plus en plus dégradées. La mobilisation, même modeste, a eu le mérite de montrer que les problèmes sont les mêmes dans les deux communautés : manque criant de personnel enseignant, administratif et ouvrier ; état lamentable des bâtiments ; salaires qui ne suivent pas... 40 ans d'austérité, ça fait mal.

*Entendu dans la manifestation :*

*Une directrice d'école flamande dénonçait que son boulot n'avait plus rien à voir avec la pédagogie et qu'elle n'était en fin de compte « qu'un bureau d'intérim et une assistante sociale ».*

*Un instituteur de Gand suggérait que « peut-être c'est quand tout le système scolaire serait crashé que les politiques comprendraient ».*

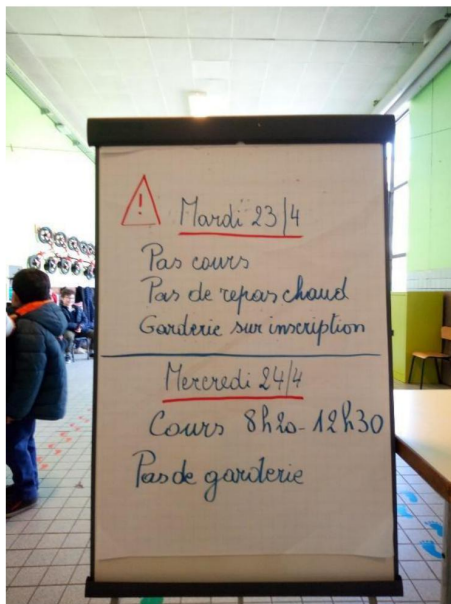
*Sur une pancarte, une institutrice demandait « co-enseignement, mais avec qui ? ».*

*Une prof, bravant les sonos de rave party pour écouter un discours syndical, s'indignait que « jamais on ne parle des budgets nécessaires et d'où viendrait l'argent pour résoudre les problèmes ».*

*A la question de pourquoi des mobilisations séparées des postiers et des enseignants, une déléguée syndicale répondait que c'était une*

*« bonne question » avant de se détourner sans donner de réponse.*

Dans les médias, politiciens et journalistes n'ont que le mot « pénurie » à la bouche et en parlent comme s'il s'agissait d'un phénomène qu'enseignants, élèves et parents étaient condamnés à subir comme la pluie ou le beau temps.



*Sur le panneau : un jour les enseignants font grève ; le lendemain, les surveillants. Le résultat de la politique d'éparpillement syndical.*

En réalité, les gouvernements poussent les enseignants à l'épuisement et au burn-out. Derrière, il y a des plans de précarisation via la suppression de la nomination, et de semi-privatisation

via Teach for Belgium par exemple, ou tout simplement par le biais du secteur privé de la remédiation scolaire.

De semestre en semestre, de professeurs non-remplacés en allongement de la durée de stages, les écoles populaires se transforment un peu plus en garderie ou en antichambres de l'apprentissage en entreprise. Ce qui est en cours actuellement n'est ni plus ni moins que la destruction de l'école publique, à l'instar de ce qui se passe avec l'hôpital. Et, si rien ne change cela va s'accélérer vu le violent budget d'austérité qui a été annoncé pour le prochain gouvernement.

Face à cela, les enseignants ont des intérêts en commun avec tous les travailleurs : l'exigence de salaires et conditions de travail dignes, et aussi que tous les enfants reçoivent les moyens de s'instruire et s'épanouir. Alors, c'est ensemble qu'ils devront s'organiser pour répondre aux attaques gouvernementales et patronales.

Du côté de la Bourse de Bruxelles, l'argent coule à flot : il n'y aura d'autre solution que de se battre pour qu'il serve à la population.

## Faillites et licenciements

### Sanofi soigne ses profits

Ce 19 avril, les travailleurs de chez Sanofi (un géant pharmaceutique) ont appris la suppression de 99 emplois sur les sites de Gand et de Diegem. Deux semaines avant, en France cette fois-ci, d'autres travailleurs de chez Sanofi ont appris une nouvelle identique : la direction annonçait la suppression de 330 postes. En réalité, depuis 2015, c'est chaque année que l'entreprise licencie ou arrête des contrats de travailleurs à travers le monde, diminuant ainsi le nombre d'ouvriers de production, de chercheurs, ...

Il est pourtant absolument nécessaire de continuer à produire des médicaments, des vaccins, de continuer la recherche pour soigner les cancers... Mais aujourd'hui, les capitalistes ont décidé que l'heure était aux économies et aux diminutions d'emplois, pour eux, notre santé attendra.

### Du profit sur nos vies

Sanofi est une entreprise produisant des vaccins et des médicaments comme le Doliprane en France par exemple. C'est aussi une entreprise qui brasse beaucoup d'argent, car la santé, ça rapporte.

En 2023, c'est 4,7 milliards d'euros qui ont gavé les actionnaires de

l'entreprise et chaque année la direction se félicite d'augmenter la valeur des dividendes. Sanofi a également droit à de nombreux cadeaux des Etats français et belge, avec des réductions d'impôts, des aides directes, les remboursements des médicaments, et même en France un organisme d'Etat, l'ONIAM, qui leurs permet de dédommager les victimes des effets secondaires d'un de ces médicaments, la Dépakine, par de l'argent public !

### Levi's et Exxon licencient

Levi's, fabricant de jeans, a annoncé la suppression de 42 postes

sur les 250 employés de son siège européen de Machelen, dans le Brabant flamand. La semaine dernière, Levi's avait également annoncé la fermeture d'une usine en Pologne mettant à la porte 650 salariés.

Ces licenciements et fermetures d'usines ont pour but de faire des économies comme cela avait été annoncé au début de l'année 2024 : en un an, c'est 100 millions de dollars qu'ils veulent économiser.

Pourtant Levi's n'est pas sur la paille, l'entreprise a versé 188 millions de dollars à ses actionnaires.

A 4 km du site de Levi's, le siège social de la société pétrolière d'ExxonMobil a annoncé la suppression de 39 postes et de probables licenciements. Un préavis de grève a été déposé par les syndicats.

L'occasion pour les travailleurs de Levi's et d'ExxonMobil de se rencontrer pour discuter de leurs intérêts et lutter ensemble ?

### **Axa et Crelan assurent leurs profits**

La fusion des banques Axa et Crelan va mener à la suppression de

150 emplois au sein du siège de la nouvelle entité fusionnée. La direction joue aux innocents en disant qu'il n'y aura pas de licenciements directs mais que ce sera une suppression d'emplois « naturelle » car ce sont des contrats de retraités qui ne seront pas renouvelés. En réalité, même si c'est dit autrement, ce sont bien des licenciements, car ce sont des postes en moins pour les jeunes qui cherchent un emploi, et plus de travail pour les travailleurs qui restent.

### **Licenciements chez Décathlon**

Decathlon annonce vouloir licencier 132 travailleurs à son dépôt de Willebroek. Les syndicats craignent qu'il finisse par le fermer complètement. Le prétexte avancé : "mieux répondre à l'évolution de consommation de ses clients" ! Ce serait plutôt : "augmenter les profits de la famille Mulliez" !

### **Faillites dans l'Horeca**

En mars, 216 établissements dans l'Horeca se sont déclaré en faillite, entraînant 536 pertes d'emploi. Ainsi, aux nombreux licenciements des

grandes entreprises, il faut ajouter tous ceux des petits commerces ou autres établissements. Et bien sûr, plus les travailleurs sont nombreux à perdre leur emploi, moins ils peuvent se permettre de fréquenter les cafés et restaurants !

Les représentants du grand patronat voudraient faire croire qu'en diminuant les charges patronales la situation des petits patrons pourrait s'améliorer. C'est une illusion. Si les charges patronales diminuent, cela bénéficiera avant tout aux grandes entreprises, tout en ne les empêchant pas d'augmenter leurs prix et de licencier...

Cela diminuerait d'autant les recettes de l'Etat et mènerait à des coupes budgétaires supplémentaires dans la santé ou l'enseignement, avec encore plus de licenciements et de baisses de salaire... poussant de plus en plus de personnes à faire une croix sur une sortie au restaurant.

La seule chose qui peut sauver les petits commerces, c'est d'augmenter les salaires !

## **Leurs élections**

### **Paysage électoral**

La réforme du "décret paysage" a connu un nouvel épisode avec le changement de position du PS et d'Ecolo au dernier moment. PS, MR et Ecolo avaient voté ensemble en 2021, une réforme de l'enseignement visant à faire des économies en rendant plus difficile la poursuite des études pour les élèves en difficulté. Le décret devait rentrer en application en septembre et exclure de 25.000 à 75.000 étudiants des universités.

Sous la pression des fédérations étudiantes, des manifestations et des pétitions, le PS et Ecolo ont voulu faire bonne figure face aux futurs électeurs. Ils ont refusé de voter le texte et ont proposé des modifications soutenues par le PTB. Mais ces

changements visent principalement à ce que les règles de durcissement s'appliquent aux futurs inscrits plutôt qu'aux étudiants actuels.

Ce décret, même modifié, est une attaque contre les jeunes venant des familles populaires. Les partis politiques ont juste décidé d'en faire un véritable cirque pour les élections. Chacun y va de sa déclaration pour essayer d'en sortir plus populaire auprès des électeurs, mais le sort des étudiants pauvres n'est pas leur problème.

L'objectif du décret est le même que dans d'autres réformes : trouver de l'argent en s'attaquant aux familles populaires et aux besoins essentiels de la population, cette fois contre les étudiants. Ces nouvelles règles rendent encore plus difficile

l'accès à un diplôme et poussent ces jeunes vers des emplois précaires ou l'exploitation est plus féroce.

### **Le carrefour des démagogues**

Depuis près de deux semaines, l'un des tunnels du carrefour Léonard, à l'entrée de Bruxelles, est entièrement fermé pour rénovation, rallongeant le temps de trajet de dizaines de milliers de navetteurs qui viennent travailler à Bruxelles. La décision de fermer le tunnel a été prise en dernière limite, l'état du tunnel mettant en danger les usagers.

Ce genre de situation arrive régulièrement. Des travaux qui se prolongent en « découvrant » l'état désastreux du sol ou des bâtiments, c'est un grand classique sous l'État capitaliste, qui laisse se dégrader des

infrastructures pour diminuer les investissements d'entretien, mais prolonge et augmente finalement le coût des travaux.

Mais comme c'est la campagne électorale, les politiciens, qui d'habitude ne font pas grand cas des embarras de circulation des travailleurs, prétendent tout à coup être concernés par la question. Pire, ils utilisent les divisions linguistiques pour rejeter la faute sur la Flandre, sur le territoire duquel se trouve le tunnel. L'un a dénoncé « *ce manque de respect manifeste de la Flandre pour le quotidien de ces dizaines de milliers de navetteurs* », l'autre accuse l'administration flamande d'« *une forme de mépris vis-à-vis des Bruxellois et des Wallons*. »

Ces démagogues font leur boulot de serviteurs des capitalistes : ils cherchent à détourner la colère des travailleurs vers des boucs émissaires, ici la Flandre, en prenant quelques voix au passage. Mais ce ne sont là que des déclarations hypocrites, et les partis qui critiquent

aujourd'hui l'administration flamande n'avaient pas fait mieux à Bruxelles lors de la rénovation de l'actuel tunnel Annie Cordy entre 2018 et 2022.

### Parlement prétexte

Mardi 23 avril, le Parlement européen a voté de nouvelles règles budgétaires que les États devront appliquer jusqu'en 2030 et qui impliquent l'aggravation de l'austérité. Par ce vote, la majorité des députés européens ont obéi aux mesures déjà décidées par tous les ministres des finances, en fait par tous les gouvernements de l'Union européenne qui ont donné leur accord, sans exception. On entend déjà les ministres des prochains gouvernements se justifier des mesures d'austérité en dénonçant « l'Europe ».

### Vous votez pour les cyniques ou pour les hypocrites ?

Dans le cas de la Belgique, des experts évaluent les économies

nécessaires à 31 milliards sur 7 ans, soit 4,4 milliards par an. « *Il faudra réaliser des réformes profondes, dans des domaines tels que les pensions et les soins de santé* » a déclaré le ministre des finances, Van Peteghem (CD&V). Le premier ministre, Alexander de Croo (Open VLD), avait de son côté déclaré que « *pour augmenter le budget de la Défense, il faudra limiter les allocations de chômage à 2 ans* ». Du côté socialiste, Ahmed Laaouej, le président des députés PS au parlement belge, avait affirmé le 13 février « *Je ne comprendrais pas que le groupe socialiste (au Parlement européen) vote ce projet, ce sera non* ». Les députés socialistes belges du Parlement européen ont voté contre, comme les députés écologistes, mais cela n'empêchera pas les ministres socialistes et écologistes dans les prochains gouvernements d'appliquer et d'imposer l'austérité à la population. Voilà pour les promesses électorales !

## Leur société

### Armée en campagne

L'Etat major belge est à nouveau dans les médias, un haut gradé de l'armée déclare vouloir « *faire de la Défense un problème de société* ». Cela signifie diriger toute la société vers une préparation à la guerre en développant l'industrie militaire, en augmentant le nombre de réservistes et en insufflant le nationalisme dans les esprits.

Le service militaire obligatoire n'est pas défendu par ce haut gradé mais seulement parce que l'armée n'a pas « *actuellement les moyens d'intégrer de telles quantités de recrues* ».

Tous les hauts gradés militaires et dirigeants demandent d'urgence l'embrigadement des populations en vue des futurs conflits. Refusons de marcher au pas !

### Mehdi assassiné

Mehdi Bouda, un jeune de 17 ans, étudiant en arts dans le secondaire à Saint-Gilles, est un de ces trop nombreux jeunes des quartiers populaires assassinés par la police. Il a été percuté en août 2019 par une voiture de police roulant à 98 km/h, sans sirène et à contre-sens dans une zone 30, alors qu'il traversait la rue.

Après la collision, Mehdi agonisait sur la route. Les premiers gestes des policiers n'ont pas été d'essayer de l'aider, de le réanimer. Non, leurs premiers gestes ont été de fouiller ses poches et son sac pour vérifier s'il y avait de la drogue.

Aujourd'hui, la soi-disant justice a prononcé un non-lieu ce qui signifie qu'aucun des policiers ne passera en procès. Encore une fois, ils sont protégés.

La bourgeoisie a besoin d'une force armée qui se sente protégée, qui ne craigne pas d'employer la violence quand leur hiérarchie leur ordonne de réprimer des contestations ou les révoltes de demain.

### Violences patriarcales

Le premier centre de prise en charge des violences intrafamiliales de la Région bruxelloise a ouvert ses portes, cinq ans après le début du projet. Intitulé « Olista », il a pour but de venir en aide aux victimes sur un plan juridique ou psychologique. L'aide dite de « première ligne », c'est-à-dire l'accueil des victimes, sera peut-être développée dans les prochaines années.

Selon l'administration en charge de l'égalité des chances, 55% des femmes bruxelloises ont déjà été confrontées à des violences conjugales dans leur vie. Les zones de

police reçoivent en moyenne treize plaintes par jour pour violences intrafamiliales.

Alors ce premier centre est un bien petit pas. Il reflète les priorités des dirigeants : pour l'envoi d'armes en Ukraine ou pour les subsides aux entreprises, des fonds sont rapidement débloqués. Mais alors que l'ampleur des violences intrafamiliales est connue depuis belle lurette, il faut attendre 2024 pour voir la mise en place d'un premier centre de prise en charge.

## La loi des propriétaires

Il y a en moyenne onze expulsions par jour qui passent devant le juge à Bruxelles, la toute grande majorité (86%) en raison de loyers non payés. Autant de travailleurs, chômeurs, pensionnés dont les revenus ne permettent plus de loger dans la capitale, et qui sont obligés de déménager dans un logement moins grand, excentré, plus insalubre, ou même qui finissent à la rue. C'est le résultat de la spéculation immobilière, mais aussi de salaires et d'allocations bien trop basses !

Et il ne s'agit là encore que des expulsions reconnues par les tribunaux, qui rendent une « justice » au service des riches et des grandes sociétés immobilières. Car même au tribunal, dans six cas sur dix, les locataires ne sont même pas entendus avant d'être expulsés.

Et quand un des 110.000 travailleurs sans papiers qui vivent à Bruxelles qui se fait expulser, c'est sans le moindre procès, par des gros bras équipés de pieds de biche qui vont jusqu'à détruire les portes des chambres et le mobilier. C'est ce que révèle le procès d'un des marchands de sommeil à Schaerbeek, qui avaient divisé une maison de deux logements en 39 chambres, louée chacune 300 à 400 € !

Que ce soit avec des hommes armés de la police, ou de gros bras privés, les gros propriétaires sont prêts à tout pour défendre leur droit

à s'enrichir sur le dos de la population, y compris des plus pauvres.

## Les premiers voyous

Tractebel, filiale du groupe Engie et ancienne multinationale belge, a écopé en 2021 d'une sanction de la part de la Banque interaméricaine de développement suite à la découverte de « pratiques frauduleuses et de corruption ».

Pour obtenir un contrat de 1,35 million pour la supervision d'une ligne de haute tension de 55 km en Haïti, Tractebel a, entre autres, promis, par l'intermédiaire de son sous-traitant, des emplois bien rémunérés aux fonctionnaires du service d'électricité d'Haïti, dont son ex-directeur général. A peine le contrat obtenu, ces fonctionnaires auraient été engagés par le sous-traitant de Tractebel, bConstruct, pour des emplois à hauteur de 15.000 et 16.000 dollars par mois.

Ce genre de pratiques frauduleuses est commun dans le fonctionnement capitaliste et ne concerne pas que Tractebel. En Europe aussi, régulièrement, des scandales éclatent car on découvre des ententes similaires entre entreprises et hauts fonctionnaires politiques. Et encore, ce n'est que la partie visible.

Mais quand on connaît la situation de pauvreté extrême et de violence à Haïti, où le salaire mensuel moyen, quand il est payé, ne dépasse pas 130 dollars, on ne peut être que doublement écoeuré par ces pratiques de voyou !

L'Europe et les USA viennent régulièrement faire la morale aux pays pauvres, leur reprochant entre autres la corruption au sein de l'appareil d'Etat. Mais derrière les politiciens corrompus, il y a les corrupteurs qui sont souvent les grandes multinationales européennes et américaines elles-mêmes et qui n'ont aucun scrupule à se faire du fric sur le dos des travailleurs haïtiens ! Ce sont eux les vrais criminels !

## Boeing joue avec la vie des passagers

Aux Etats-Unis, quatre lanceurs d'alertes ont dénoncé l'entreprise constructrice d'avion Boeing, l'accusant de ne pas respecter les mesures de sécurité au sein des avions. Un ingénieur de l'entreprise a déclaré que Boeing mettait la vie des passagers en danger en vendant des « avions défectueux ». Cet employé explique avoir été mis à l'écart et avoir reçu des menaces physiques pour le faire taire avant sa déclaration.

Cette dénonciation survient alors que les avions Boeing multiplient les incidents : perte de pièces en vol, problème moteur, pneu qui tombe au décollage, etc. Le 27 avril 2024, c'est un toboggan de sécurité qui est tombé de l'avion trente minutes après son décollage. Sans parler des accidents de 2018 et 2019 qui avaient fait 346 morts.

Tout est bon pour les capitalistes pour faire du profit en réduisant les coûts, et chez Boeing c'est en risquant la vie des passagers.

## Très riches escrocs en bande organisée

La procureure allemande qui avait découvert une fraude de près de 140 milliards d'euros a démissionné de ses fonctions, exaspérée que les plus hauts responsables de cette fraude, hauts placés dans les banques ou le monde politique, échappent à toute condamnation : « *Souvent, les accusés peuvent simplement acheter le moyen d'échapper aux poursuites. Nous exécutons le menu fretin et laissons partir les gros poissons.* » a-t-elle ainsi déclaré.

Elle avait révélé et poursuivi un immense réseau impliquant des banques comme la Deutsche Bank, BNP Paribas, Natixis, la Société Générale ou le Crédit Agricole. Ils utilisaient les systèmes dit "Cum-Cum" et "CumEx". Ces méthodes s'appuient sur les différences d'imposition des dividendes entre pays.

En Belgique par exemple, les dividendes sont censés être taxés à 30%. Avec le "CumCum", il suffit que les actionnaires belges vendent ou prêtent leurs actions à un complice à Dubaï, où l'impôt est de 0%, juste avant la date fixée pour la perception annuelle des dividendes. La date passée, les actions et dividendes non taxés sont restitués au premier actionnaire. L'Etat belge y a perdu des milliards d'euros !

Pour les dividendes, comme les taux d'impôts sont différents selon le pays, les actionnaires étrangers peuvent demander un remboursement d'impôt. Le mécanisme "CumEx" permet aux actionnaires de faire transiter leurs actions à des complices le jour du paiement des

dividendes. Chaque complice qui a été propriétaire des actions dans la journée peut demander le remboursement d'impôt. Les États prétendent être incapables de savoir s'ils ont déjà remboursé ou pas le crédit d'impôt ! Les fraudeurs parviennent ainsi à se faire rembourser plusieurs fois un impôt qu'ils ne payent au final jamais.

Quand l'affaire a été révélée en 2012, les spécialistes estimaient que 5,3 milliards avaient déjà été extorqués aux Etats européens. Même si la plupart des banques y ont participé, une seule personne a été condamnée très rapidement : le lanceur d'alerte qui a révélé l'affaire !

Pour les autres, il a fallu attendre 2020 pour avoir les premières

condamnations, et ce n'était pas les plus hauts responsables. Depuis, cette escroquerie n'a pas cessé, changeant simplement de pays au fur et à mesure des procès.

Rien que pour la Belgique, ce seraient 9 milliards d'euros de taxes escroquées à l'Etat, qui seraient allés dans la poche des escrocs. Le salaire annuel de plus de 200.000 infirmières !

L'État paye des milliers de fonctionnaires pour contrôler les chômeurs mais a mis en place une équipe de choc de... 18 personnes sur cette escroquerie à grande échelle ! Cela s'appelle de la complicité.

## International

### Moyen-Orient : nouvelle étape vers l'embrassement de la région ?

Le massacre continue à Gaza, où une fosse commune a été découverte avec plus de 300 cadavres près de Khan Younès, quelques semaines après une attaque de l'armée israélienne. Une autre agression similaire serait en préparation contre la ville de Rafah. Du côté de la Cisjordanie, des agressions par des colons israéliens ont lieu régulièrement contre les Palestiniens, et auraient fait plus de 400 morts depuis le 7 octobre.



Un blindé israélien à Khan Younès le 4 mars 2024

Mais l'armée israélienne ne se contente pas de multiplier les massacres contre les Palestiniens. Elle a aussi détruit avec des missiles

l'ambassade iranienne à Damas en Syrie, tuant plusieurs commandants des Gardiens de la Révolution iraniens. En réponse, le pouvoir iranien a envoyé des missiles et des drones depuis l'Iran contre Israël... Israël a tiré à son tour un missile supplémentaire. Pour le moment l'escalade militaire est limitée, aucun des Etats de la région ne souhaite l'extension de la guerre.

Mais derrière Israël, c'est en réalité les États capitalistes occidentaux – USA en tête – qui utilisent Israël comme gendarme de la région pour maintenir leur domination sur la production de pétrole et des routes maritimes essentielles. Biden et compagnie se sont d'ailleurs empressés, dès le lendemain de la frappe israélienne sur l'ambassade iranienne en Syrie, d'assurer à l'État hébreu tout son soutien. Un responsable militaire américain a annoncé que les Etats-Unis vont déployer des « *moyens supplémentaires* » au Moyen-Orient afin de « *soutenir les efforts de dissuasion régionale et accroître la protection des forces américaines* ». Les USA viennent de débloquent un plan d'aide militaire de plusieurs dizaines de milliards de

dollars à Israël. Cela moins d'un mois après que Biden ait soi-disant menacé Netanyahu au téléphone de retirer son soutien si des mesures n'étaient pas prises pour protéger les civils dans la bande de Gaza... Leur hypocrisie n'a décidément pas de limites !

Netanyahu prend le risque de l'embrassement de toute la région. Il s'agit pour lui de se maintenir au pouvoir et de resserrer les rangs derrière lui, au moment où sa popularité est au plus bas au niveau international comme national. En effet des dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés le 31 mars dernier pour appeler à des élections et à un cessez-le-feu avec Gaza, notamment en vue de la libération des otages.

Pendant ce temps, le quotidien israélien de gauche Haaretz révèle que de plus en plus de Gazaouis, hostiles bien sûr à la dictature militaire d'Israël, critiquent les dirigeants du Hamas pour la guerre qu'ils ont imposée et qu'ils font durer.

Les populations ont toutes les raisons de se défier des dirigeants politiques nationalistes, israéliens comme palestiniens, qui exacerbent l'opposition entre les peuples et les

entraînent dans des massacres sans fin. Ils ne pourront sortir de ces spirales de violence qu'en s'entendant par-dessus la tête de leurs dirigeants, en se débarrassant d'eux et des dirigeants impérialistes qui entretiennent le chaos.

## Escalade guerrière

L'Institut international pour la paix de Stockholm, le Sipri, vient de publier son rapport sur l'évolution des dépenses militaires dans le monde. En 2023, ces dépenses montaient à 2.443 milliards de dollars, la plus grosse progression depuis 2009. Tous les budgets militaires augmentent comme en Angleterre où l'armée vient d'annoncer une augmentation de son budget de 87 milliards d'euros d'ici 2030.

Le champion toutes catégories reste, et de loin, les États-Unis avec 913 milliards de dollars de dépenses. À eux seuls, les États-Unis représentent 40 % de toutes les dépenses militaires de la planète. Cette production d'armes alimente 56 zones de conflits armés dans le monde mais aussi les poches des capitalistes de l'armement.

Dans cette escalade générale, le samedi 20 avril, le parlement américain a voté un nouveau plan de financement avec 95 milliards de dollars pour les guerres. Parmi ces milliards, les dirigeants États-Uniens ont prévu 60 milliards à destination du conflit russo-ukrainien. Cet argent reviendra en majeure partie aux usines d'armement américaines multipliant leurs profits. Quant à la population ukrainienne, elle devra en rembourser tout ou une partie.

Même si la guerre n'est pas déclarée officiellement, la bourgeoisie américaine comme les autres puissances impérialistes renforcent leurs positions. Pour cela, 8 milliards de dollars sont prévus pour renforcer les États-Unis dans leur concurrence face à la Chine. Cela comprend des soutiens aux entreprises américaines face aux entreprises chinoises, des financements envoyés à Taïwan et

une production de sous-marins militaires. Les capitalistes et dirigeants américains mènent une politique de surenchère pour rester le gendarme armé faisant régner sa loi et son ordre. Tous ces budgets, qu'ils soient américains, comme français, belges ou chinois continuent de faire grossir une poudrière qui peut exploser à tout moment.

## Famine : une responsabilité du capitalisme

Le 24 avril a été publié le rapport mondial sur les crises alimentaires par l'ONU. En 2023, 281 millions de personnes, plus de quatre fois la population de la France, sont aux bord de la famine. C'est la cinquième année d'affilée que le nombre d'affamés augmente.

Le rapport met en avant les guerres et l'aggravation des tensions militaires dans le monde. En République démocratique du Congo par exemple, la guerre pilotée par les trusts occidentaux a poussé 25 millions de personnes dans la famine alors que les dépenses militaires du pays ont augmenté de 105%.

Derrière les guerres, le réchauffement climatique ou la spéculation sur les produits alimentaires, le capitalisme et sa course au profit sont responsables. L'humanité dispose aujourd'hui des moyens pour nourrir l'ensemble des habitants de la planète et même plus, mais les ressources sont gaspillées, notamment dans la production de canons et l'enrichissement d'une minorité de grandes multinationales.

## Royaume-Uni : des assassins légaux

Le parlement britannique a adopté une loi permettant de renvoyer les demandeurs d'asile arrivant sur le sol britannique vers le Rwanda. Selon le 1<sup>er</sup> ministre britannique, Sunak, les premiers avions devraient s'envoler au début de l'été.

Le but de cette loi est de déporter au Rwanda, à plus de 6.000 kilomètres des côtes anglaises, tout

immigré (Rwandais ou pas) entré illégalement en Grande-Bretagne.

Sur place, ils auraient le droit de faire une demande d'asile en Grande-Bretagne... au risque de se faire expulser vers leur pays d'origine en cas de rejet, ce qui pour bien des Afghans ou des Soudanais peut signifier la mort. Sans parler des conditions de vie au Rwanda, des difficultés à trouver un emploi, à se loger ou de l'état des centres de rétention. Et combien d'entre eux chercheront à revenir en Europe, malgré tous les dangers d'un voyage dont on sait que les hommes, les femmes et les enfants qui finissent noyés dans la Méditerranée se comptent par milliers ?



Malgré ce qu'il prétend, Sunak sait très bien que cette loi ne va pas « stopper les bateaux », slogan qu'il répète en boucle pour complaire à la droite de son parti et aux électeurs les plus réactionnaires. Mais, incapable de répondre aux difficultés les plus élémentaires de la population, à commencer par la hausse des prix et la dégradation du système de santé, il joue avec cynisme la carte de la xénophobie.

Sunak et sa clique sont des brigands car l'Angleterre et les autres pays impérialistes comme la Belgique sont responsables de la misère créée en Afrique.

## Elon Musk vole les travailleurs

Elon Musk, CEO du groupe Tesla, a soumis pour la deuxième fois un plan de rémunération aux actionnaires du groupe. Il demande 56 milliards de



dollars de rémunération sous forme d'actions.

Quelques jours avant, Elon Musk et la direction de Tesla annonçaient un plan de suppression de 14.000 postes et justifiaient cela par tout le blabla habituel comme quoi « *l'entreprise est confrontée à un ralentissement de la demande de voitures électriques* ». Tout cela avait pour but de nous faire croire que l'entreprise n'avait « pas d'autre

choix » que de licencier 14.000 personnes.

Avec 56 milliards, chacun des 14.000 travailleurs licenciés pourrait être payé au salaire moyen pendant encore 50 ans !

Tout le travail de production, de conception et distribution des voitures Tesla est fait par des travailleurs. Mais ceux qui empochent les bénéfices sont les actionnaires. A ce vol s'ajoutent les

milliards de subventions publiques directes ou indirectes sous forme « d'aides à l'achat » accordées par les gouvernements européens ou américains lors de l'achat d'une voiture électrique. Cet argent public accordé à Tesla provient lui aussi des poches des travailleurs.

Les actionnaires de Tesla et son CEO Elon Musk volent les travailleurs.

## Premier mai : journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs !

Il y a 135 ans, la date du 1<sup>er</sup> mai a été choisie par des dirigeants du mouvement ouvrier pour organiser une journée de lutte internationale. Depuis, chaque année, des travailleuses et des travailleurs partout sur la planète, peu importe leur nationalité, se retrouvent le même jour pour manifester et faire grève pour leurs droits de travailleurs face aux capitalistes et aux gouvernements.

A l'origine c'est le combat pour la journée de 8 heures qui fut choisi comme objectif principal car susceptible de rassembler par-delà les frontières. Puis, cette journée prit un caractère plus politique et devint une journée de lutte contre le système capitaliste, la journée de 8 heures ayant été gagnée dans de nombreux pays.



Aujourd'hui pourtant, combien sont forcés de travailler plus de 8 heures par jour ? Même dans un pays riche comme la Belgique, combien se voient obligés de cumuler deux emplois ou d'accepter des heures supplémentaires ? Et les

reculs de nos conditions de vie et de travail dépassent de loin la question de la durée de la journée de travail. Par-tout, les licenciements se multiplient, les salaires et les allocations fondent en comparaison avec les prix qui ont explosé, les guerres sont de plus en plus nombreuses.

Plus que jamais, l'avenir de l'immense majorité des humains dépendra de leur capacité à reconstruire un mouvement ouvrier international, conscient de ses intérêts et capable de s'organiser par-delà les frontières et toutes les autres divisions !

### 1<sup>er</sup> mai 1886 à Chicago : massacre de Haymarket Square

Le 1<sup>er</sup> mai 1886, le jeune syndicat AFL appelle au niveau national à faire grève pour la journée de 8 heures.

A Chicago, rien que l'appel à la grève pousse de nombreux patrons à céder. Mais malgré cela, 340.000 travailleurs font grève pendant plusieurs jours. Le 3 mai, à l'usine McCormick de Chicago, à la fin d'un rassemblement, 200 policiers font irruption et chargent les ouvriers. Il y a deux morts et une dizaine de blessés.

Alors le lendemain, en protestation à cette violence policière, un rassemblement est organisé à Haymarket Square. Mais à nouveau, à la fin du rassemblement, 180 policiers chargent la

foule. Il y a des affrontements et des morts des deux côtés.

La police profite de cette occasion pour arrêter 7 militants syndicalistes anarchistes, rejoints par un huitième qui se livre à la police. Dans un procès où même le juge reconnaît qu'ils sont innocents, 7 des 8 militants sont condamnés à mort « pour l'exemple », 4 seront pendus.

### 1<sup>er</sup> mai 1889 à Paris : congrès de la II<sup>ème</sup> Internationale

Trois ans plus tard, 400 délégués de la II<sup>ème</sup> internationale proposent l'organisation d'une journée de grève universelle pour l'obtention de la journée de 8 heures. Le délégué américain propose la date du 1<sup>er</sup> mai en souvenir du massacre de Haymarket Square. L'année suivante, le 1<sup>er</sup> mai 1890, la II<sup>ème</sup> Internationale organise la première journée internationale de lutte des travailleurs. Depuis, des manifestations et grèves ont lieu chaque année.

### 1<sup>er</sup> mai 1916 à Berlin : A bas la guerre !

Même en pleine guerre mondiale, les travailleurs ont utilisé la date du 1<sup>er</sup> mai pour faire entendre leur camp. En 1916, à Berlin, une manifestation ouvrière fut organisée pour dénoncer le massacre de la

guerre et affirmer que l'idéal socialiste était toujours vivant, malgré la trahison des grands partis socialistes qui s'étaient ralliés à leurs gouvernements respectifs et avaient défendu la guerre.

En Allemagne, seul un petit nombre de militants avaient refusé de plier et dénoncèrent cette guerre impérialiste. Parmi eux : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Le 1<sup>er</sup> mai 1916, en plein centre de Berlin, des milliers d'ouvriers et de jeunes se rassemblèrent autour de Karl Liebknecht. Quand il proclama « *A bas la guerre ! A bas le gouvernement !* » il fut arrêté. Quand il fut traduit en justice en juin, 55.000 ouvriers des usines d'armement se mirent en grève. Liebknecht condamné deviendra « l'homme le plus populaire des tranchées » et en 1918 la révolution allemande éclatera et forcera l'état-major allemand à signer l'armistice.

## 1947 en Italie : massacre de Portella della Ginestra

Lors du rassemblement du 1<sup>er</sup> mai 1947 dans la province de Palerme un groupe mafieux massacre les paysans et ouvriers présents. Pour l'ensemble du mouvement ouvrier italien, il était alors clair que les mafieux avaient été armés par les grands propriétaires terriens. Ces grands propriétaires, protégés jusqu'en 1945 sous le régime fasciste instauré par Mussolini, ne voulaient pas que se développe un mouvement ouvrier. Ils utilisèrent les mêmes méthodes que celles utilisées par les fascistes pour casser le mouvement ouvrier italien des années 1919-1920 : le massacre des

ouvriers par des bandes armées et payées par le grand capital.

## Le 1<sup>er</sup> mai : une bataille politique

Le fascisme en Italie, le nazisme en Allemagne ou le pétainisme en France avaient tenté de détourner la signification historique du rassemblement du 1<sup>er</sup> mai en tentant d'en faire une « fête du Travail » ou de la « concorde sociale ». Depuis, presque tous les dirigeants bourgeois ont cherché à faire de même.

En Belgique en 1985, Louis Michel, élu à la tête du parti libéral voulut faire du 1<sup>er</sup> mai une « fête de tous les travailleurs ». En 1996, le Vlaams Belang a tenté lui aussi de récupérer le 1<sup>er</sup> mai en se réunissant à Alost avec comme slogan « du travail d'abord pour notre peuple ». Un slogan à l'image des partis d'extrême droite qui cherchent à utiliser les symboles révolutionnaires pour se donner un visage « anti-système » mais qui exacerbe en réalité les divisions entre travailleurs, au bénéfice du grand patronat qui le finance et lui donne une bonne place dans ses médias.

L'an dernier en Italie, Giorgia Meloni a choisi la date du 1<sup>er</sup> mai pour supprimer une aide qui complétait les bas revenus, poussant des millions de prolétaires dans plus de pauvreté. Avec provocation, elle avait décrit cette mesure de « privilège d'honorer les travailleurs » ! Les salaires des autres travailleurs ont-ils augmenté ? Absolument pas.

Dans nombre de pays, les ouvriers manifestent le 1<sup>er</sup> mai et sont arrêtés par des régimes dictatoriaux et ne peuvent que difficilement se réunir. Dans les pays soi-disant « démocratiques »,

le grand patronat et leurs alliés tentent de faire du 1<sup>er</sup> mai une « fête nationale » où toute référence au passé des luttes des travailleurs a disparu, parce qu'ils savent que cette histoire est riche d'expériences qui pourraient un jour devenir des armes pour les travailleurs en lutte.

Profitons du 1<sup>er</sup> mai et de tous les autres jours de l'année pour rappeler haut fort que les travailleuses et travailleurs du monde entier forment un seul camp face aux capitalistes et aux gouvernements à leur service. Vive le premier mai ! Vive la lutte internationale des travailleuses et des travailleurs !

**Lutte ouvrière appelle à se joindre aux rassemblements organisés dans tout le pays le 1<sup>er</sup> mai. Aujourd'hui plus que jamais, retrouvons-nous pour affirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie, mais des intérêts communs à défendre dans le monde entier. A Bruxelles, une manifestation partira à 12h de la place Poelaert et de nombreux stands politiques seront présents au Mont-des-arts de 12h à 20h. Lutte ouvrière participera à ces deux événements.**

---

**Suivez-nous  
sur Facebook :**

**Lutte Ouvrière Belgique**

**E-Mail:** [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

**Tel :** 0470-18.82.39

**Internet :** [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)

**Partagez nos publications !**

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Si vous le voulez, vous pouvez nous soutenir financièrement par virement bancaire sur notre compte avec les informations suivantes :

- ✓ IBAN : BE84 0637 7593 4559
- ✓ Communication : « Campagne Lutte Ouvrière »

Attention : la loi limite la participation individuelle à 500 euros, merci de ne pas dépasser ce montant.

Meeting de campagne  
Lutte ouvrière

*Pour les élections fédérales du 9  
juin 2024*

**Le 1<sup>er</sup> juin 2024**

A l'Université Libre de  
Bruxelles (auditoire H1301).  
Avenue Adolphe Buyl 87, Ixelles